

**SAISINE DU MEDIATEUR DE L'APPRENTISSAGE**

Afin de nous permettre de réaliser une médiation dans le cadre d'un contrat d'apprentissage, ou de gérer la rupture unilatérale d'un contrat d'apprentissage ou l'exclusion définitive d'un apprenti, nous avons besoin de certaines informations vous concernant. Vous trouverez ci-dessous un texte d'information sur la protection de vos données personnelles.

Par la présente, je soussigné(e), , agissant en qualité de :

- Apprenti(e)
 Représentant(e) légal de l'apprenti(e) mineur(e)
 Représentant(e) de l'entreprise, fonction :
 Représentant(e) du CFA, dans le cadre d'une exclusion définitive de l'apprenti
saisis le médiateur de l'apprentissage, dans le cadre de l'exécution ou de la rupture du contrat d'apprentissage qui a débuté le/...../..... et qui doit normalement expirer le/...../....., pour le motif suivant :
 différend survenu entre l'apprenti et l'entreprise ci-après désignés (art. L.6222-39 du code du travail) ;
 en vue d'une rupture unilatérale de mon contrat d'apprentissage (démission de l'apprenti). Dans ce cadre, j'ai bien noté que, une fois le médiateur saisi, je devais attendre au minimum 5 jours calendaires avant de pouvoir notifier ma décision par écrit à mon employeur, par tout moyen conférant date certaine (lettre en recommandé avec accusé de réception ou remise en main propre contre signature datée). Une fois ma notification reçue par mon employeur, un délai supplémentaire de 7 jours minimum de préavis sera nécessaire avant que la rupture ne puisse être effective (art. L.6222-18 du code du travail) ;
 dans le cadre d'une exclusion définitive du CFA (art. L.6222-18-1 du code du travail).

L'APPRENTI(E)

Nom / Prénom : Date de naissance :/...../.....
Adresse :
Tél : mail :

LE REPRESENTANT LEGAL DE L'APPRENTI(E) MINEUR(E)

Nom / Prénom :
Adresse :
Tél : mail :

L'EMPLOYEUR / MAITRE D'APPRENTISSAGE

Dénomination sociale :
N° SIRET :
Adresse :
Tél : mail :

Nom / Prénom du maître d'apprentissage :

LA FORMATION SUIVIE

Nom du CFA :
Nom du contact :
Tél : mail :

Formation :

Fait à : le/...../.....

Signature de l'apprenti(e)

Signature du représentant légal
(si apprenti(e) mineur(e))

Représentant de l'entreprise

Traitement et protection des données personnelles :

Identité du responsable de traitement :

Chambre de Commerce et d'Industrie de la Réunion (CCI Réunion)

5B rue de Paris CS 31023 – 97404 Saint-Denis Cedex

SIRET : 189 742 117 00014

Tel : 02 62 94 20 00, Site : <https://reunion.cci.fr> / Mail : sg.dir@reunion.cci.fr.

Les données personnelles recueillies dans le cadre de cette fiche de saisine font l'objet d'un traitement par la CCI Réunion aux fins de permettre la résolution amiable des différends entre les entreprises d'accueil et leurs apprentis dans le cadre de l'exécution ou de la rupture du contrat d'apprentissage, ou de gérer la rupture unilatérale du contrat d'apprentissage ou l'exclusion définitive de l'apprenti.

Le traitement de vos données personnelles est fondé sur une obligation légale.

Les données collectées sont les données d'identification, les données de contacts, les données concernant l'employeur, les données concernant le CFA concerné, les données relatives au contrat d'apprentissage, les données relatives au différend ou au motif de rupture du contrat, les données de suivi de la médiation.

Vos données personnelles sont destinées à la CCI Réunion et, aux parties concernées (apprentis, employeurs, CFA), à CCI France (observatoire de la médiation de l'apprentissage), et aux autorités compétentes en cas de signalement ou obligation légale.

Elles sont conservées pendant 3 ans à compter de la clôture du dossier de médiation

Vous disposez des droits suivants en ce qui concerne vos données personnelles : droit d'accès, de rectification, droit à demander la limitation du traitement.

Vous pouvez exercer vos droits en contactant la CCI Réunion à l'adresse suivante : dpo@reunion.cci.fr ou en vous adressant à la CCI Réunion - DPO - 5B rue de Paris - CS 31023 - 97404 Saint-Denis (joindre une copie d'une pièce d'identité à votre demande). Si vous estimez que vos droits relatifs à vos données personnelles ne sont pas respectés, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).